

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 892

16 avril 2013

SOMMAIRE

Anglomed Investment S.A.	42815	Morisson S.A., SPF	42775
Bairlinvest S.A.	42780	Naga Investment S.A., SPF	42773
Banque Internationale à Luxembourg	42781	Nomura Global Select Trust	42786
Birdsview Fund	42786	Nomura Global Select Trust	42786
Birdsview Fund	42796	Novamil Invest S.A.	42786
CapitalatWork Foyer Umbrella	42786	Old Town	42777
Ceylon S.A.	42771	Oppenheim Asset Management Services S. à r.l.	42788
Cimalux	42782	Pelagus S.A.	42770
Compagnie Financière Ottomane S.A. ...	42778	Peternelchen S.A.	42784
Constropi SA	42794	Piguet International Fund	42774
Covam Holding S.A.	42770	Pitney Bowes Luxembourg Holding S.à r.l.	42789
Cubus 2	42784	Real Estates International S.A. - SPF	42778
DAC	42785	Rock Fund HAIG	42788
Dexia Quant	42779	Sèvres III S. à r.l.	42792
Du Parc S.A.- SPF	42772	Sicav Patrimoine Investissements	42780
Edifinvest Holding S.A.	42770	Société anonyme des Entreprises Minières S.A., SPF	42772
Euripides S.A.	42773	State Street Global Advisors Luxembourg SICAV	42781
Fovalux S.A.	42776	Sudring S.A.-SPF	42776
Gemea S.A.	42771	UBS (Lux) Sicav 2	42776
Gondburg Real Estate S.A.	42774	Urca S.A.	42772
HC - HAIG	42785	Valauchan Caisse Auchan Italie S.C.A. ...	42783
Hermes Universal	42783	VEZAR Spf S.A.	42771
Hubema S.A. SPF	42775	White Rock Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	42810
Ideal Invest Sicav	42779	Why Not S.A., SPF	42775
Janus Investment Holdings S.A.	42816	Zademar S.A.	42782
J.D. Farrods Group (Luxembourg) SA ...	42774	ZKB (LU) Sustainable World	42777
Kirchröder Fonds II	42788		
Korea Invest S.A.	42773		
Laridel Participations S.A.	42816		
Magic Finance S.A., SPF	42780		
Micadast Management	42785		

Covam Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 64.602.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 02 mai 2013 à 14:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2009, 2010, 2011 et 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013043421/696/18.

Edifinvest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 39.898.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 02 mai 2013 à 15:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2009, 2010, 2011 et 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013043422/696/18.

Pelagus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 164.757.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 08/05/2013 à 11.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2012;
- Affectation du résultat au 31.12.2012;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013048285/18.

VEZAR Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 17.806.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 06/05/2013 à 10.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31/12/2012;
- Affectation du résultat au 31/12/2012;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013048288/18.

Gemea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 113.202.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 13 mai 2013 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013044753/10/19.

Ceylon S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 62.504.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 02 mai 2013 à 11:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013043420/696/17.

S.A.D.E.M. S.A., SPF, Société anonyme des Entreprises Minières S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 6.016.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 7 mai 2013 à 15.00 heures au siège social, 1, rue Joseph Hackin à Luxembourg, avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013048286/755/19.

Urca S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 113.203.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 13 mai 2013 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013045357/10/19.

Du Parc S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 112.261.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme DU PARC S.A.-SPF sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi, 2 mai 2013 à 14.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Décision à prendre quant aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013048277/750/16.

Euripides S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 103.044.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 13 mai 2013 à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. ratification de la cooptation d'un administrateur et décharge accordée à l'administrateur démissionnaire;
6. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013045862/10/19.

Korea Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 46.039.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 07.05.2013 à 11.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2012;
- Affectation du résultat au 31.12.2012;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire pour une période de 1 an
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013048283/19.

Naga Investment S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 46.487.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui aura lieu le 2 mai 2013 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013048284/1023/16.

Gondburg Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 98.657.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 02 mai 2013 à 10:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2011 et 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013043423/696/17.

J.D. Farrods Group (Luxembourg) SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 53.195.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme J.D. FARRODS GROUP (LUXEMBOURG) S.A.. sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi, 2 mai 2013 à 14.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Décision à prendre quant aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013048281/750/17.

Piguet International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 111.653.

The Board of Directors convenes the Shareholders of the SICAV to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the company on 25 April 2013 at 9.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the Authorised Auditor
2. Approval of the Financial Statements as at 31 December 2012
3. Allocation of Results
4. Discharge to the Directors
5. Renewal of the mandate of the Authorised Auditor
6. Statutory Elections

The Shareholders are advised that no quorum is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV.

The Shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (ifs.fds@bdl.lu) at least five calendar days before the Meeting.

Référence de publication: 2013044158/755/20.

Why Not S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 75.796.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 26 avril 2013 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013044163/755/18.

Morisson S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 75.790.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 26 avril 2013 à 14.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013044155/755/18.

Hubema S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 105.595.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 25 avril 2013 à 14.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du Conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013044148/833/18.

Fovalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 105.800.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme FOVALUX S.A. sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi, 2 mai 2013 à 10.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013048278/750/15.

Sudring S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 107.508.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme SUDRING S.A.-SPF sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi, 2 mai 2013 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013048287/750/15.

UBS (Lux) Sicav 2, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 109.504.

Die Aktionäre der UBS (Lux) SICAV 2 sind zur

JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am Mittwoch, den 24. April 2013 um 10:00 Uhr an deren Geschäftssitz mit folgender Tagesordnung stattfindet:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers
2. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Oktober 2012
3. Entscheidung über die Ergebnisverwendung
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates
5. Satzungsgemässe Wahlen
6. Mandat des Abschlussprüfers
7. Verschiedenes

Die aktuelle Ausgabe des Jahresberichts ist am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg während der normalen Öffnungszeiten kostenlos erhältlich.

Jeder Aktionär ist zur Teilnahme an der Jahreshauptversammlung berechtigt. Die Aktionäre können einen schriftlich bevollmächtigten Vertreter an ihrer Stelle senden.

Um an der Jahreshauptversammlung teilzunehmen, müssen die Aktionäre ihre Aktien spätestens um 16:00 Uhr fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung bei der Depotbank, UBS (Luxembourg) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg oder bei einer anderen beauftragten Zahlstelle hinterlegen. Es besteht kein Anwesenheitsquorum für die gültige Beschlussfassung in Bezug auf die Tagesordnungspunkte. Die Beschlussannahme kommt mit

einfacher Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien zustande. Auf der Jahreshauptversammlung berechtigt jede Aktie zur Abgabe einer Stimme.

Wenn Sie bei dieser Versammlung nicht dabei sein können, aber gerne einen Vertreter entsenden möchten, schicken Sie bitte eine mit Datum und Unterschrift versehene Vollmacht per Fax und anschliessend per Post spätestens fünf (5) Geschäftstage vor dem Termin der Jahreshauptversammlung an UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg zu Händen des Gesellschaftssekretärs, Faxnummer +352 441010 6249. Formulare zur Ausstellung einer Vollmacht können auf einfache Anfrage von der gleichen Adresse bezogen werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013044162/755/34.

ZKB (LU) Sustainable World, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Luxembourg-Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 165.423.

Die Aktionäre der ZKB (LU) Sustainable World werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 3. Mai 2013 um 14.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Beschlussfassung der Aktionäre über die Liquidation der ZKB (LU) Sustainable World
2. Bestellung des Liquidators der ZKB (LU) Sustainable World
3. Bestellung der Wirtschaftsprüfungsgesellschaft Ernst & Young S.A. zur Prüfung der Liquidation und Erstellung des Prüfberichtes der ZKB (LU) Sustainable World
4. Liquidationskosten

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung stehen, verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o. g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über die auf der o. g. Tagesordnung stehenden Punkte zu beschließen. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 26. April 2013 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der ZKB (LU) Sustainable World (DZ PRIVAT-BANK S.A.) unter Tel. 00352/44 903-4025, Fax 00352/44903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013047073/10183/32.

Old Town, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 6.734.

Our Shareholders are invited to attend on Wednesday, May 15, 2013, at 11.00 a.m. in Luxembourg at 22-24 Boulevard Royal, the

ORDINARY MEETING

of Shareholders with the following agenda:

Agenda:

1. Directors' Reports
2. Auditors' Reports
3. Approval of the "Parent Only" Financial Statements for the year ended December 31, 2012
4. Appropriation of the 2012 net income of the parent company
5. Discharge of Directors and Auditors
6. Election of the Auditors for a period of one year

7. Election of Directors
8. Remuneration of Directors
9. Authorisation to the Board of Directors for the Company to repurchase Company's shares.

The owners of bearer shares who have so far not applied for having these shares converted to registered shares are reminded that pursuant to the resolution of the extraordinary general meeting of shareholders held on Thursday, May 4, 2006, all rights attaching to the non-converted bearer shares, including more in particular the right to vote and the right to receive dividend, are suspended.

However, they can still at any time apply for such conversion.

Those shareholders who would wish to now convert their bearer shares should, seven clear days before the date of the meeting apply in writing for the entry of their shares in the shareholders' register. To that effect they must complete and sign the form of application which is available at the following address with Banque Internationale à Luxembourg, Corporate Actions, Mandatory Events, 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, Attn Christiane Englebert - Tel: 00352 4590 4278 - Fax: 00352 4590 4218.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2013042945/31.

Real Estates International S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 41.054.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme REAL ESTATES INTERNATIONAL S.A.-SPF sont priés d'assister à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui se tiendra le mercredi, 24 avril 2013 à 14.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013044756/750/15.

Compagnie Financière Ottomane S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 44.561.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires se tiendra le mardi 7 mai 2013 à 11h00 dans les locaux de BGL BNP PARIBAS, 50, Avenue J.F. Kennedy
L-2951 LUXEMBOURG

Ordre du jour:

- Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 mai 2013
- Approbation des comptes arrêtés au 31/12/2012
- Rapport du Réviseur d'Entreprises
- Répartition du résultat 2012
- Quitus aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises
- Nomination d'un Administrateur
- Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises
- Divers

L'actionnaire qui détient toujours des titres au porteur et qui désire assister à l'assemblée générale ou se faire représenter doit déposer ses titres auprès de:

COMPAGNIE FINANCIERE OTTOMANE S.A.

44, Avenue J-F Kennedy

L - 1855 LUXEMBOURG

Ces actions au porteur seront transformées en actions nominatives conformément aux résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 23 Décembre 1996 modifiant l'article 6 des statuts.

Référence de publication: 2013047635/25.

Dexia Quant, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 87.647.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires ("l'Assemblée") de DEXIA QUANT aura lieu au siège social de la société, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg le 2 mai 2013 à 15 heures

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 31 décembre 2012
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012
3. Affectation des résultats
4. Décharge à donner au Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012
5. Election du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
6. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire avant le 30 avril 2013 auprès de DEXIA QUANT, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, à l'attention de Fund Corporate Services (Fax N° +352 / 2460-3331).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours calendaires avant l'Assemblée aux guichets de Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Les actionnaires sont informés que le rapport annuel est disponible sur demande et sans frais auprès du siège social de la société ou peut leur être envoyé sans frais sur simple demande.

DEXIA QUANT

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Référence de publication: 2013048276/755/29.

Ideal Invest Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 63.262.

Die Aktionäre der IDEAL INVEST SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 2. Mai 2013 um 11:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfinden wird.

Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates sowie des Wirtschaftsprüfers und Genehmigung des geprüften Jahresberichtes zum 31. Dezember 2012
2. Ergebnisverwendung
3. Entlastung des Verwaltungsrates
4. Wahl oder Wiederwahl der Mitglieder des Verwaltungsrates
5. Wahl oder Wiederwahl des Wirtschaftsprüfers
6. Verschiedenes

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 (4) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Die Aktionäre sind berechtigt, an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen oder sich vertreten zu lassen. Aktionäre, die sich vertreten lassen möchten, können eine entsprechende Vollmacht bei der Fund Domiciliation Services / Banque de Luxembourg (14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Fax Nr. +352 49924 2501, E-Mail: ifs.fds@bdl.lu) anfordern und werden gebeten, diese bis zum o.g. Stichtag unterschrieben an die Gesellschaft zurückzusenden.

Aktionäre, die an der ordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, müssen sich zum o.g. Stichtag vor der ordentlichen Generalversammlung am Sitz der Gesellschaft anmelden.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre depotführende Bank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung zu beauftragen, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der ordentlichen Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft bis zum o.g. Stichtag vorliegen.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013048280/33.

Bairlinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 94.272.

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie en date du 21 mars 2013 n'ayant pu délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

réunie extraordinairement, qui se tiendra le 7 mai 2013 à 10h00 au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013039217/755/17.

Magic Finance S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 75.789.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 26 avril 2013 à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Lecture du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
- Nominations statutaires
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013044153/755/19.

Sicav Patrimoine Investissements, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 54.954.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui sera tenue au siège social de la société, le 25 avril 2013 à 16h00 et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé au 31 décembre 2012;
2. Approbation des comptes au 31 décembre 2012;

3. Affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. Décharge aux administrateurs;
5. Elections statutaires:
 - Renouvellement des mandats de M. Pascal Chauvaux, M. Pierre-Alain Eggly, M. Frédéric Fasel, Mme Michèle Berger et M. Henri-Christophe Oppenheim en tant qu'administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2014;
 - Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises Agréé, Deloitte Audit S.à r.l., jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2014.
6. Divers

Les actionnaires sont informés que le Rapport Annuel Audité au 31 décembre 2012 et la procuration permettant de se faire représenter à cette assemblée sont disponibles sans frais au siège social de la société.

Pour le compte du Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013044188/755/25.

Banque Internationale à Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 6.307.

Nous avons l'honneur de convoquer Mesdames et Messieurs les actionnaires de la Banque Internationale à Luxembourg, société anonyme, en

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu au siège social de la banque, immeuble l' "Indépendance", 69, route d'Esch, Luxembourg, le vendredi 26 avril 2013 à 11.00 heures.

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'administration sur les opérations et la situation de la société pour l'exercice 2012
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 2012
3. Décharge à donner aux administrateurs
4. Allocations statutaires
5. Nominations statutaires
6. Divers

Pour pouvoir prendre part à l'assemblée générale, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 19 des statuts et de déposer leurs titres pour le 19 avril 2013 au plus tard à notre siège social ou auprès d'une de nos agences au Grand-Duché de Luxembourg.

Les procurations devront être déposées à notre siège social ou auprès d'une de nos agences au Grand-Duché de Luxembourg pour le 23 avril 2013 au plus tard.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Pour le Conseil d'administration

Frank Wagener

Président

Référence de publication: 2013038456/6/27.

State Street Global Advisors Luxembourg SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 141.816.

We are pleased to invite you to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders (the "Meeting") of State Street Global Advisors Luxembourg Sicav (the "Company"), which will be held on April 25th, 2013 at 11.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the annual report including the investment manager's and the Réviseur d'entreprises agréé's reports for the financial year ended December 31st, 2012.
2. Allocation of the results.

3. Discharge to be granted to the directors of the Company with respect to the performance of their duties during the financial year ended December 31st, 2012 including Mr. Patrick Armstrong who resigned from his position on the 24th August, 2012.
4. Re-election of Mr. Benoit Fally, Ms. Susanne van Dootinh and Mr. John Li-How-Cheong as directors of the Company until the next annual general meeting to be held in 2014.
5. Re-election of PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative as Réviseur d'entreprises agréé of the Company to hold office until the next annual general meeting to be held in 2014.
6. Director's remuneration: Ratification of the Director's fees for the financial year ended December 31st, 2012.
7. Any other business which may be properly brought before the Meeting.

The shareholders are advised that no quorum for the items of the agenda is required and that the decisions will be taken at the majority vote of the shares represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

The annual report including the investment manager's and the Réviseur d'entreprises agréé's reports for the financial year ended December 31st, 2012, can be obtained upon request at the registered office of the Company by e-mail at Luxembourg-Finrep3@statestreet.com from 4th April 2013.

A proxy form may be obtained at the registered office's address by e-mail at Luxembourg-domiciliarygroup@statestreet.com and has to be returned by fax at the number: +352 46 40 10 413 or by email at Luxembourg-domiciliarygroup@statestreet.com no later than 48 hours before the Meeting at the registered office to the attention of Domiciliary Department c/o Mr. Jean-Baptiste Simba and by mail to the registered office's address.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013044757/755/34.

Zademar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 87.934.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des Actionnaires qui aura lieu au 17, rue Beaumont, L-1219, Luxembourg, le 25 avril 2013 à 10 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et son approbation.
2. Lecture du rapport du Commissaire aux comptes.
3. Approbation des bilans, comptes de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2011.
4. Décision à prendre quant à l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
5. Décharge aux administrateurs et au commissaire.
6. Divers.

Référence de publication: 2013044172/17.

Cimalux, Société Anonyme.

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, 50, rue Romain Fandel.

R.C.S. Luxembourg B 7.466.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires de CIMALUX S.A. sont priés d'assister le jeudi, 25 avril 2013 au siège social de la société Cimalux, 50, rue Romain Fandel, L-4149 Esch-sur-Alzette à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à 11,00 heures, à l'effet de délibérer sur les objets suivants:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration sur les opérations et la situation de la société.
2. Rapport de révision.
3. Approbation des Comptes Annuels au 31 décembre 2012.
4. Décharge à donner aux administrateurs.
5. Désignation d'un réviseur d'entreprises.
6. Nominations statutaires.
7. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur qui désirent assister ou se faire représenter à l'assemblée générale auront à se conformer à l'article 13 des statuts et devront déposer leurs actions cinq jours avant la date de l'Assemblée au siège social à Esch-sur-Alzette ou auprès de la BGL BNP Paribas Luxembourg.

Les procurations devront être déposées au siège social trois jours avant la date de l'Assemblée.

Esch-sur-Alzette, le 11 mars 2013.

Le Conseil d'Administration

Jean-Paul PROTH

Président

Référence de publication: 2013039064/26.

Hermes Universal, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 114.409.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 26 avril 2013 à 13 h 00, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du réviseur d'entreprises.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au réviseur d'entreprises.
4. Election des administrateurs et du réviseur d'entreprises.
5. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société deux jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Les actionnaires qui souhaitent prendre part à cette Assemblée doivent, dans les mêmes délais, faire connaître à la Société leur intention d'y participer.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013044147/755/23.

Valauchan Caisse Auchan Italie S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 115.266.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 24 avril 2013 à 14 heures dans les bureaux de SGG sis au 412F route d'Esch à Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Acceptation de la tenue de l'assemblée générale statutaire en date du 24 avril 2013 au lieu de la date fixée par l'article 15 des statuts;
2. Rapport de gestion de la Gérance;
3. Rapport du Conseil de Surveillance et du réviseur externe;
4. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
5. Affectation des résultats;
6. Décharge à la Gérance quant à l'exercice sous revue;
7. Décharge au Conseil de Surveillance quant à l'exercice sous revue;
8. Nominations statutaires;
9. Nomination du réviseur externe;
10. Divers.

Référence de publication: 2013044189/795/22.

Cubus 2, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 127.712.

Peterelchen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Howald, 1, rue Peterelchen.
R.C.S. Luxembourg B 88.023.

PROJET COMMUN DE FUSION

Le conseil d'administration de la Société Absorbée et le conseil d'administration de la Société Absorbante ont établi conformément aux articles 261 et suivants de la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, (la «Loi»), le projet commun de fusion suivant (le «Projet Commun de Fusion»):

Il est proposé une fusion par absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante (ensemble les «Sociétés Fusionnantes») moyennant transfert de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée, par suite d'une dissolution sans liquidation, à la Société Absorbante conformément aux articles 278 et suivant de la Loi (la «Fusion»).

Ce projet Commun de Fusion sera publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg au moins un mois avant la réalisation de la Fusion.

1. Forme, dénomination et siège social des sociétés qui fusionnent.

- Société Absorbante: CUBUS 2.

Société anonyme de droit luxembourgeois au capital de trente et un mille euros (EUR 31.000,-), divisé en cent cinquante-cinq (155) actions de catégorie A et cent cinquante-cinq (155) actions de catégories B d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, inscrite au Registre du Commerce de Luxembourg sous le numéro B 127.712, et ayant son siège au 6, place de Nancy, L-2212 Luxembourg.

- Société Absorbée: PETERNELCHEN S.A.,

Société anonyme de droit luxembourgeois au capital de deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,-), divisé en deux cent cinquante (250) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-), inscrite au Registre du Commerce de Luxembourg sous le numéro B 88.023, et ayant son siège au 1, rue Peterelchen, L-2370 Howald.

2. Rapport d'échange, soulte. La Société Absorbante détient cent pour cent (100%) des actions de la Société Absorbée, les allègements prévus à l'article 278 de la Loi sont d'application. L'absorption se fera sans émission d'actions nouvelles, ni paiement de soulte.

3. Actifs et Passifs apportés. En conséquence de la Fusion, la Société Absorbée, suivant sa dissolution sans liquidation, transmet tous ses actifs et son passif à la Société Absorbante.

4. Date de prise d'effet et Condition de prise d'effet. La Fusion prendra effet entre les parties lorsque seront intervenues les décisions concordantes des assemblées générales de la Société Absorbée et de la Société Absorbante approuvant la Fusion (la «Date d'Effet»), dont la tenue est programmée dans un délai de 4 à 8 semaines après la publication du présent Projet Commun de Fusion.

Vis-à-vis des tiers, la Fusion n'aura d'effet qu'après la publication des procès-verbaux de ces assemblées au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante sera le 15 mai 2013.

5. Droits des actionnaires ayant des droits spéciaux et des porteurs de titres autres que des actions. Les Sociétés Fusionnantes n'ont pas émis d'actions comportant des droits spéciaux, ni des titres autres que des actions.

6. Avantages particuliers attribués aux membres des organes de gestion et aux commissaires des sociétés qui fusionnent ainsi qu'à l'expert au sens de l'article 266 de la Loi. Aucun avantage particulier n'est attribué aux membres des organes de gestion et de contrôle des sociétés qui fusionnent.

L'intervention d'un expert au sens de l'article 266 de la Loi n'est pas requise dans le cadre d'une fusion simplifiée par application des articles 278 et suivants de la Loi.

7. Documentation. Les documents suivants sont disponibles au siège social pour prise de connaissance par tout associé:

- Projet Commun de Fusion;
- Comptes annuels et rapports de gestion des trois derniers exercices ainsi qu'un état comptable au 31 mars 2013 de la Société Absorbée;
- Comptes annuels et rapports de gestion des trois derniers exercices ainsi qu'un état comptable au 31 mars 2013 de la Société Absorbante.

Une copie intégrale ou partielle des documents sera délivrée à tout actionnaire sur simple demande et sans frais.

Tous les documents sociaux, dossiers et procès-verbaux de la Société Absorbée seront, après la Date d'Effet, conservés au siège social de la Société Absorbante pour la durée prévue par la Loi.

8. Dissolution de la Société Absorbée. La Fusion entraîne de plein droit que la Société Absorbée cessera d'exister. Approuvé par les organes de gestion des sociétés qui fusionnent en date du 10 avril 2013.

Le conseil d'administration de Société CUBUS 2,
Eric Lux / Arnaud Gamarra / Muriel Sam / Brigitte Laschet
Catégorie A / Catégorie A / Catégorie B / Catégorie B
Le conseil d'administration de la Société PETERNELCHEN S.A.,
Eric Lux / Arnaud Gamarra / Brigitte Laschet

Référence de publication: 2013047079/65.

(130057414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

Micadast Management, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 165.738.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra le 24 avril 2013 à 11 heures 30 dans les bureaux de l'Etude Tabery & Wauthier, 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31/12/2012;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013044175/322/17.

HC - HAIG, Fonds Commun de Placement.

AUFLÖSUNG

Gemäß Beschluss des Verwaltungsrates der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. wurde das Sondervermögen aufgelöst. Das Liquidationsverfahren wurde vollständig abgeschlossen. Alle Gelder konnten ausgezahlt werden. Eine Hinterlegung bei der Caisse de Consignation war daher nicht notwendig.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et associations.

Luxemburg, im April 2013.

Für den Vorstand der Verwaltungsgesellschaft
Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Référence de publication: 2013048279/1346/12.

DAC, Fonds Commun de Placement.

AUFLÖSUNG

Gemäß Beschluss des Verwaltungsrates der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. wurde das Sondervermögen aufgelöst. Das Liquidationsverfahren wurde vollständig abgeschlossen. Alle Gelder konnten ausgezahlt werden. Eine Hinterlegung bei der Caisse de Consignation war daher nicht notwendig.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et associations.

Luxemburg, im April 2013.

Für den Vorstand der Verwaltungsgesellschaft
Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Référence de publication: 2013048275/1346/12.

Birdsview Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 117.597.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2013.

Référence de publication: 2013045422/10.

(130055810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Novamil Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 100.958.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *April 25, 2013* at 5.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2011 and as at December 31, 2012
3. Ratification of the co-option of a Director
4. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
5. Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the modified Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915
6. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013044182/795/19.

Nomura Global Select Trust, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion coordonné au 21 avril 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Global Funds Management S.A.

Référence de publication: 2013047642/9.

(130050892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

Nomura Global Select Trust, Fonds Commun de Placement.

L'acte modificatif au règlement de gestion au 21 avril 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Global Funds Management S.A.

Référence de publication: 2013047643/9.

(130050897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2013.

CapitalatWork Foyer Umbrella, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 60.661.

Avis aux actionnaires des compartiments CapitalatWork Foyer Umbrella - Global Markets Fund I et

CapitalatWork Foyer Umbrella - Corporate Bonds at Work

Les actionnaires du compartiment CapitalatWork Foyer Umbrella - Global Markets Fund I (ci-après mentionné comme le "Compartiment Absorbé") ainsi que les actionnaires du compartiment CapitalatWork Foyer Umbrella - Corporate Bonds at Work (ci-après mentionné comme le "Compartiment Absorbant") sont informés de la décision du Conseil

d'Administration de la SICAV de fusionner le Compartiment Absorbé avec le Compartiment Absorbant (cette opération étant ci-après mentionnée comme la "Fusion") le 24 mai 2013 (ci-après la "Date de Fusion"), conformément au Chapitre 8 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.

Le Conseil d'Administration de la SICAV considère, dans un but de rationalisation économique, qu'il est dans l'intérêt des actionnaires de procéder à la Fusion.

1. Description de la Fusion

Les actionnaires qui ne souhaitent pas participer à la Fusion ont le droit de demander à compter de la date du présent avis le rachat de leurs actions du Compartiment Absorbé ou du Compartiment Absorbant, selon le cas, ou de demander la conversion de ces actions en d'autres actions d'un autre compartiment de la SICAV, sans autres frais que ceux destinés à couvrir les coûts de désinvestissement, de rachat ou de remboursement de leurs actions. Toute demande de rachat ou de conversion des actions du Compartiment Absorbé ou du Compartiment Absorbant doit être reçue avant le 16 mai 2013, à 15h00, heure de Luxembourg. Les rachats ou conversions d'actions seront effectués à la valeur nette d'inventaire (VNI) par action au Jour de transaction applicable conformément aux dispositions du prospectus de la SICAV, qui prendra en compte les coûts de désinvestissement, de rachat ou de remboursement de ces actions.

Le Compartiment Absorbé sera fermé aux souscriptions à compter du 16 avril 2013, à 15h00, heure de Luxembourg.

A la Date de Fusion, tous les actifs et engagements du Compartiment Absorbé seront transférés au Compartiment Absorbant et le Compartiment Absorbé cessera d'exister. Toutes les actions des différentes classes d'actions du Compartiment Absorbé (les "Classes Absorbées") qui n'auront pas été rachetées ou converties seront échangées à la Date de Fusion pour un montant équivalent contre des actions de la classe d'actions équivalente (comme décrit dans le tableau comparatif à la section 3.1 de cet avis) au sein du Compartiment Absorbant (les "Classes Absorbantes"). Les actionnaires du Compartiment Absorbé deviendront alors actionnaires du Compartiment Absorbant. Le nombre d'actions d'une Classe Absorbante reçues par un actionnaire d'une Classe Absorbée correspond au nombre d'actions qu'il détient dans la Classe Absorbée multiplié par le ratio d'échange applicable. Tout engagement ou obligation liant le Compartiment Absorbé cessera à la Date de Fusion.

Les ratios d'échange entre les actions des Classes Absorbées et celles des Classes Absorbantes seront calculés le 24 mai 2013 sur base de leurs VNI respectives datées du 23 mai 2013. Chaque ratio d'échange est calculé en divisant la VNI par action de la Classe Absorbée par la VNI par action de la Classe Absorbante.

Le Conseil d'Administration se réserve le droit de fermer immédiatement le Compartiment Absorbé si toutes ses actions en circulation sont rachetées avant la Date de Fusion.

2. Incidence de la Fusion

Les coûts de la Fusion seront supportés par CapitalatWork Management Company S.A.

Les actifs du Compartiment Absorbé transférés dans le cadre de la Fusion représenteront environ 2% des actifs nets du Compartiment Absorbant. Le portefeuille du Compartiment Absorbé sera majoritairement ou totalement transféré au Compartiment Absorbant.

Le Conseil d'Administration ne prévoit pas de conséquences importantes pouvant affecter le portefeuille ou les actionnaires du Compartiment Absorbant.

Pour plus d'informations sur le Compartiment Absorbant, les actionnaires peuvent consulter le prospectus de la SICAV ou le document contenant les informations clés (ci-après "KIID") relatif au Compartiment Absorbant.

3. Comparatif compartiment absorbé/ compartiment absorbant

Le Conseil d'Administration a mené à bien une évaluation pour déterminer lequel des compartiments de la SICAV étaient le plus approprié pour recevoir les actifs du Compartiment Absorbé, suite à laquelle le Compartiment Absorbant a été retenu.

Les tableaux comparatifs ci-dessous présentent les principales différences entre les Classes Absorbées et les Classes Absorbantes, ainsi qu'entre le Compartiment Absorbé et le Compartiment Absorbant :

3.1 Tableau comparatif Classes Absorbées/Classes Absorbantes

Le tableau ci-dessous présente les principales différences entre les Classes Absorbées et les Classes Absorbantes:

Type de commission	Classes Absorbées	Classes Absorbantes
Commission de souscription	5% maximum	3% maximum
Commission de conversion	5% maximum	3% maximum
Commission de gestion	0,25% de la valeur de l'actif net moyen de la classe	0,60% de la valeur de l'actif net moyen de la classe

Les autres caractéristiques des Classes Absorbées et Classes Absorbantes sont identiques (politique de distribution de dividendes, devise, montant minimum de souscription).

3.2 Comparatif Compartiment Absorbé/Compartiment Absorbant

Les différences substantielles en ce qui concerne la politique et la stratégie de placement entre le Compartiment Absorbé et le Compartiment Absorbant sont les suivantes : le Compartiment Absorbé peut investir en actions. Le risque

du Compartiment Absorbé est de 4 sur une échelle de risque allant de 0 (risque le plus faible) à 5 (risque le plus élevé), le risque du Compartiment Absorbant est de 2.

Les autres caractéristiques du Compartiment Absorbé et du Compartiment Absorbant sont identiques (devise de référence, fréquence de calcul de la valeur nette d'inventaire (VNI), modalités de remises des ordres pour les souscriptions, les rachats et les conversions et de paiement des prix de souscription et de rachat, commission de performance).

Le réviseur d'entreprises agréé de la SICAV rédigera un rapport sur la Fusion qui devra inclure la validation des critères adoptés pour l'évaluation de l'actif et, le cas échéant, du passif à la date de calcul des ratios d'échange, le cas échéant le paiement en espèces par action, et la méthode de calcul des ratios d'échange, ainsi que les ratios d'échange finaux. Une copie de ce rapport du réviseur d'entreprises agréé est disponible gratuitement sur demande au siège social de la SICAV.

Il est recommandé aux actionnaires de se renseigner et, si besoin, de se faire conseiller quant aux lois et réglementations (telles que celles concernant la fiscalité) qui leur sont applicables suite à la Fusion.

Le prospectus de la SICAV et le KIID relatif au Compartiment Absorbant sont mis gratuitement à la disposition des actionnaires du Compartiment Absorbé et du Compartiment Absorbant au siège social de la SICAV, tous les jours ouvrables à Luxembourg, pendant les heures d'ouverture normale des bureaux.

Luxembourg, le 16 avril 2013.

Au nom et pour le compte de la SICAV.

Référence de publication: 2013048274/755/83.

Oppenheim Asset Management Services S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 28.878.

La partie spécifique du règlement de gestion LC (Lux) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Oppenheim Asset Management Services S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2013048066/12.

(130058449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

Rock Fund HAIG, Fonds Commun de Placement.

AUFLÖSUNG

Gemäß Beschluss des Verwaltungsrates der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. wurde das Sondervermögen aufgelöst. Das Liquidationsverfahren wurde vollständig abgeschlossen. Alle Gelder konnten ausgezahlt werden. Eine Hinterlegung bei der Caisse de Consignation war daher nicht notwendig.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et associations.

Luxemburg, im April 2013.

Für den Vorstand der Verwaltungsgesellschaft

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A

Référence de publication: 2013048273/1346/12.

Kirchröder Fonds II, Fonds Commun de Placement.

AUFLÖSUNG

Gemäß Beschluss des Verwaltungsrates der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. wurde das Sondervermögen aufgelöst. Das Liquidationsverfahren wurde vollständig abgeschlossen. Alle Gelder konnten ausgezahlt werden. Eine Hinterlegung bei der Caisse de Consignation war daher nicht notwendig.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, im April 2013.

Für den Vorstand der Verwaltungsgesellschaft

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Référence de publication: 2013048282/1346/12.

Pitney Bowes Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 24.429.062,00.

Siège social: L-8399 Windhof, 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 149.540.

In the year two thousand and thirteen on the twenty-ninth of March.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

THERE APPEARED:

PITNEY BOWES EUROPE LIMITED, a private limited company incorporated and existing under the laws of England and Wales, with registered office at Building 5 Trident Place, Hatfield Business Park, Mosquito Way, Hatfield, Hertfordshire, AL10 9UJ, United Kingdom registered at Companies House under number 07237899 (hereafter the "Sole Shareholder") here represented by Mr. Regis Galiotto, notary's clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given by the Sole Shareholder on March 25th, 2013;

and

PITNEY BOWES DEUTSCHLAND GMBH, a limited liability company incorporated under the laws of Germany, having its registered office at Heppenheim (Bergstraße), Germany and business address at Tiergartenstraße 7, 64646 Heppenheim, Germany and registered in the commercial register of the local court of Darmstadt under HRB 21631 (hereafter the "Contributor") here represented by Mr. Regis Galiotto, aforementioned, by virtue of a proxy given by the Contributor on March 25th, 2013.

Said proxies signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing persons and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing persons, represented by its proxyholder, have requested the notary to enact the following:

I. PITNEY BOWES EUROPE LIMITED, aforementioned, is the sole shareholder of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing in Luxembourg under the name of PITNEY BOWES LUXEMBOURG HOLDING S.A R.L., with registered address at 9, rue des Trois Cantons, L-8399 Windhof (Koerich), Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 149.540 and incorporated by a deed of Maître Joseph Elvinger, notary in Luxembourg, dated on November 20, 2009, published in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) number 2504 dated December 23, 2009 (the "Company"). The Articles of Association of the Company (the "Articles") have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, dated November 28, 2012, published in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) number 390 dated February 16, 2013.

II. The Company's share capital is set at twenty four million four hundred twenty nine thousand and sixty one Euros (EUR 24,429,061) represented by twenty four million four hundred twenty nine thousand and sixty one (24,429,061) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

III. The Contributor currently holds all the share(s) representing the entire share capital of PITNEY BOWES MANAGEMENT SERVICES DEUTSCHLAND GMBH, a limited liability company incorporated under the laws of Germany, having its registered office at Heppenheim (Bergstraße), Germany and business address at Heidelberger Straße 59, 68519 Viernheim, Germany and registered in the commercial register of the local court of Darmstadt under HRB 25327 ("PB Management's Share Capital");

IV. The Contributor wishes to contribute one to one hundred thousand (1/100,000) of PB Management's Share Capital (hereafter the "Contributed Stake") to the Company.

V. The Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of one Euro (EUR 1.-) so as to raise it from its present amount of twenty-four million four hundred twenty-nine thousand and sixty-one Euros (EUR 24,429,061) to twenty-four million four hundred twenty-nine thousand and sixty-two Euros (EUR 24,429,062) by the issue of one (1) new share with a par value of one Euro (EUR 1.-), vested with the same rights and obligations as the existing shares (the "New Share").

Intervention - Subscription - Payment

The Sole Shareholder renounces to the possibility to subscribe to the New Share. Thereafter the Contributor through its proxyholder declares to subscribe to the New Share and to fully pay it up by means of a contribution in kind consisting in the Contributed Stake.

Valuation

The Contributed Stake are valued at one Euro (EUR 1) such value has been decided by the Contributor by way of a declaration of value (the "Declaration of Value"), with effective date on March 29, 2013 (the "Effective Date") and accepted by the managers of the Company by way of a valuation statement (the "Valuation Statement") executed by all the managers of the Company and dated as of the Effective Date.

Evidence of the contribution's existence

Evidence of the transfer of the Contributed Stake and of its value has been given to the undersigned notary by the following documents:

- the Declaration of Value; and
- the Valuation Statement.

Said Declaration of Value and Valuation Statement shall remain attached hereto.

Effective implementation of the contribution

The Contributor, through its proxyholder, declares that:

- it is the sole beneficial owner of the Contributed Stake and has the power to dispose of it, it being legally and conventionally freely transferable;
- the contribution of such Contributed Stake is effective as of today without restriction, proof thereof having been given to the undersigned notary;
- all further formalities are in course in the country of location of the Contributed Stake in order to duly carry out and formalize the transfer and to render it effective anywhere and toward any third party.

The Sole Shareholder and the Contributor are hereafter referred to as the "Shareholders".

Second resolution

Further to the above increase of capital, the Shareholders resolve to amend the first paragraph of Article 6.1 of the Articles, which shall henceforth read as follows:

" Art. 6.1. Paragraph 1. The Company's share capital is set at twenty-four million four hundred twenty-nine thousand and sixty-two Euros (EUR 24,429,062) represented by twenty-four million four hundred twenty-nine thousand and sixty-two (24,429,062) shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid up."

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-neuf mars.

Pardevant Nous, Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, qui restera le dépositaire des présentes.

ONT COMPARU:

PITNEY BOWES EUROPE LIMITED, une société de droit anglais, ayant son siège social au Building 5 Trident Place, Hatfield Business Park, Mosquito Way, Hatfield, Hertfordshire, AL10 9UJ, Royaume-Uni enregistrée auprès de la Companies House sous le numéro 07237899 (ci-après l'«Associé Unique») ici représentée par M. Regis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée par l'Associé Unique le 25 mars 2013;

Et

PITNEY BOWES DEUTSCHLAND GMBH, une société de droit allemand, ayant son siège social au Heppenheimer (Bergstraße), Allemagne et son adresse commerciale au Tiergartenstraße 7, 64646 Heppenheim, Allemagne et enregistrée auprès du registre de commerce de la cour locale de Darmstadt sous le matricule HRB 21631 (ci-après l'«Apporteur») ici représentée par M. Regis Galiotto, susmentionné, en vertu d'une procuration donnée par l'Apporteur le 25 mars 2013;

Lesdites procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentaire, resteront annexées aux présentes pour être enregistrées en même temps.

Les comparantes, représentées par leur mandataire, ont requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. PITNEY BOWES EUROPE LIMITED, est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de PITNEY BOWES LUXEMBOURG HOLDING S.A R.L., ayant son siège social au 9, rue des Trois Cantons, L-8399 Windhof (Koerich), Grand Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.540, constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire à Luxembourg en date du 20 novembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2504 en date du 23 décembre 2009 (la «société»). Les statuts de la Société (les «statuts») ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire instrumentant en date du 28 novembre 2012 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 390 en date du 16 février 2013.

II. Le capital social de la Société est de vingt-quatre millions quatre cent vingt-neuf mille soixante et un Euros (EUR 24.429.061) représenté par vingt-quatre millions quatre cent vingt-neuf mille soixante et une (24.429.061) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune.

III. L'Apporteur détient actuellement toute(s) la/les part(s) sociale(s) de PITNEY BOWES MANAGEMENT SERVICES DEUTSCHLAND GMBH, une société de droit allemand dont le siège social est situé à Heppenheim (Bergstraße), Allemagne et adresse commerciale au Heidelberger Straße 59, 68519 Viernheim, Allemagne enregistrée auprès du registre commercial sous le matricule HRB 25327 (le "Capital Social de PB Management").

IV. L'Apporteur souhaite apporter un cent millième (1/100,000) du Capital Social de PB Management (les "Participation") à la Société.

V. L'Associé Unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un Euro (EUR 1,-) afin de le porter de son montant actuel de vingt-quatre millions quatre cent vingt-neuf mille soixante et un Euros (EUR 24.429.061) à un montant de vingt-quatre millions quatre cent vingt-neuf mille soixante deux Euros (EUR 24.429.062) par l'émission d'une (1) nouvelle part sociale d'une valeur nominale d'une Euro (EUR 1,-) disposant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes (la «Nouvelle Part Sociale»).

Intervention - Souscription - Payment

L'Associé Unique renonce à la possibilité de souscrire à la Nouvelle Part Sociale. Puis, l'Apporteur, par le biais de son mandataire, déclare souscrire à la Nouvelle Part Sociale et de la libérer entièrement par un apport en nature de la Participation.

Evaluation

La Participation est évaluée à un Euro (EUR 1,-), cette valeur a été décidée par l'Apporteur par la voie d'une déclaration de valeur (la «Déclaration de Valeur») avec une date d'effet au 29 mars 2013 (la «Date d'Effet») et acceptée par les gérants de la Société par la voie d'une certification de valeur (la «Certification de Valeur») datée à la Date d'Effet.

La preuve du transfert de la Participation et de leur valeur a été donnée au notaire par les documents suivants:

- la Déclaration de Valeur; et
- la Certification de Valeur.

Lesdites Déclaration de Valeur et Certification de Valeur demeureront annexées aux présentes.

Effectivité de l'apport

L'Apporteur, par le biais de son mandataire, déclare que:

- il est le seul détenteur de la Participation, et a le pouvoir d'en disposer, étant légalement et contractuellement librement transférable;
- l'apport de la Participation est effectif aujourd'hui sans restriction, preuve ayant été donnée au notaire instrumentaire;
- toutes les formalités restantes sont en cours dans le pays de la Participation dans le but d'effectuer et de formaliser le transfert et de le rendre effectif partout et envers tout tiers.

L'Apporteur et l'Associé Unique sont dénommés ci-après les «Associés».

Deuxième résolution

Suite à l'augmentation de capital ci-dessus, les Associés décident de modifier le premier paragraphe de l'article 6.1 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.1. Premier paragraphe.** Le capital social est fixé à vingt-quatre millions quatre cent vingt-neuf mille soixante-deux Euros (EUR 24.429.062) représenté par vingt-quatre millions quatre cent vingt-neuf mille soixante deux (24.429.062) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

42792

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués à environ mille cinq cents Euros (EUR 1.500,-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 avril 2013. Relation: LAC/2013/15273 Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 10 avril 2013.

Référence de publication: 2013046911/175.

(130056806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2013.

Sèvres III S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.299.126,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue du Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 119.773.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-first day of the month of March.

Before Me Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Sèvres III S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, with a share capital of EUR 3,299,126, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 119.773 (hereafter the "Absorbing Company")

represented by Me Karolina Szpinda, avocat, residing in Luxembourg, acting in her capacity as proxyholder of the board of managers of the Absorbing Company and the Absorbed Company (as defined below), pursuant to proxies dated 4 February 2013, which remained attached to the deed recording the merger proposal received by the undersigned notary on 6 February 2013.

The appearing party requested the undersigned notary to state as follows:

1. that the merger proposal between the Absorbing Company, as absorbing company, and Sèvres IV S.à r.l., a société à responsabilité limitée, with registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, with a share capital of EUR 1,819,376 registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 125.595 (the "Absorbed Company"), as absorbed company, was published in the Official Gazette of the Grand Duchy of Luxembourg, the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 399 of 19 February 2013 (the "Merger Proposal");

2. that the Merger Proposal provides that the merger between the Absorbed Company and the Absorbing Company shall become effective on the first business day following one month after the publication of the Merger Proposal in the Memorial, and thus the merger between the merging companies took effect on 20 March 2013;

3. that in accordance with article 273 of the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "Law") the merger shall become effective vis-à-vis third parties after the publication of the present enactment deed in the Memorial in accordance with article 9 of the Law;

4. that pursuant to article 267(1) a) and b) of the Law, the Merger Proposal and the annual accounts of the last three financial years of the merging companies have been made available at the registered office of each of the merging companies at least one month before the effective date of the merger between the merging companies;

5. that the sole shareholder of the Absorbing Company, Severs Cayman Holding has not requested that a general meeting be called pursuant to article 279(1)c) of the Law and;

6. that the Absorbed Company ceased to exist on 20 March 2013.

A certificate of each of the merging companies certifying the availability of the documents and with respect to the Absorbing Company, the absence of convening of a general meeting of the Absorbing Company pursuant to article 279 (1) c) of the Law, which after having been initiated ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing party has thus requested the undersigned notary to issue the present certificate pursuant to article 273 of the Law.

Statement

Pursuant to article 273 of the Law, the undersigned notary hereby declares that he made the necessary verifications and certifies the existence and the validity of acts and formalities carried out by the merging companies and that in consequence the conditions of article 279 of the Law have been fulfilled.

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the party hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same party, in case of divergences between the English and the French version, the English version shall prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing person, the said person signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt et unième jour du mois de mars.

Pardevant Maître Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Sèvres III S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, avec un capital social de EUR 3.299.126 inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 119.733 (ci-après la «Société Absorbante»)

représentée par M^e Karolina Szpinda, avocat, demeurant à Luxembourg, agissant en qualité de mandataire social du conseil de gérance de la Société Absorbante and Société Absorbée (telle que définie ci-après), en vertu des procurations datées du 4 février 2013, lesquelles sont restées annexées au projet de fusion reçu par le notaire soussigné le 6 février 2013.

La partie comparante a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

1. que le projet de fusion entre la Société Absorbante, comme société absorbante, et Sèvres IV S.à r.l., une société à responsabilité limitée avec siège social au 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, avec un capital social de EUR 1.819.376 inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 125.595 (la «Société Absorbée»), comme société absorbée, a été publié au Journal Officiel du Grand-Duché du Luxembourg, le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 399 du 19 février 2013 (le «Projet de Fusion»);

2. que le Projet de Fusion prévoit que la fusion prendra effet entre la Société Absorbée et la Société Absorbante le premier jour ouvrable à compter de l'écoulement du délai d'un mois après la publication du Projet de Fusion dans Mémorial et que donc la fusion a pris effet entre les sociétés fusionnantes en date du 20 mars 2013;

3. que conformément à l'article 273 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»), la fusion deviendra effective vis-à-vis des tiers après la publication conformément à l'article 9 de la Loi du présent constat de fusion au Mémorial;

4. que conformément à l'article 267 (1) a) et b) de la Loi, le Projet de Fusion et les comptes annuels des trois derniers exercices des sociétés fusionnantes ont été mis à disposition au siège social des sociétés fusionnantes au moins un mois avant la date à laquelle la fusion a pris effet entre les sociétés fusionnantes;

5. que l'associé unique de la Société Absorbante, Sevres Cayman Holding n'a demandé la convocation d'une assemblée générale sous l'article 279(1) c) de la Loi et;

6. que la Société Absorbée a cessé d'exister le 20 mars 2013.

Une attestation de chacune des sociétés fusionnantes certifiant la disponibilité desdits documents et quant à la Société Absorbante, l'absence d'une demande de convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante sous l'article 279(1) c) de la Loi, après avoir été signé ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être soumis avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante a donc demandé au notaire instrumentaire d'émettre le présent certificat conformément à l'article 273 de la Loi.

Déclaration

Conformément à l'article 273 de la Loi, le notaire instrumentaire déclare par la présente qu'il a effectué les vérifications nécessaires et certifie l'existence et la validité des actes et formalités entrepris par les sociétés fusionnantes et que de ce fait les conditions de l'article 279 de la Loi ont été remplies.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais reconnaît que, à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de cette même partie, en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

Dont Acte, en foi de quoi le présent acte a été rédigé à Luxembourg à la date indiquée au début des présentes.

Le document ayant été lu à la partie comparante, ladite personne a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: K. SZPINDA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 mars 2013. Relation: LAC/2013/14619. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 9 avril 2013.

Référence de publication: 2013046426/102.

(130056607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Constropi SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3249 Bettembourg, 48, rue Président J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 125.169.

L'an deux mille douze, le vingt-huit décembre.

Par-devant Nous, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois CONSTROPI S.A., ci-après désignée la "Société Absorbante", ayant son siège social à L-3249 Bettembourg, 48, rue Président J.F. Kennedy, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 125.169,

constituée suivant acte reçu par le notaire Paul DECKER, alors de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 12 janvier 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 894 du 16 mai 2007,

ci-après également dénommée «la Société».

La séance est présidée par Monsieur Jean-Paul FRANK, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

Le président désigne comme secrétaire Madame Lysiane SCHUMACKER, employée privée, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

L'assemblée générale extraordinaire choisit comme scrutateur Monsieur Max GALOWICH, juriste, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

Le bureau de l'assemblée générale extraordinaire étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I) L'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire est conçu comme suit:

1) Présentation du projet de fusion daté du 15 novembre 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2855 du 24 novembre 2012, proposant l'absorption par la société CONSTROPI de la société LIM S.A..

2) Constatation de l'exécution des obligations résultant de l'article 278 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et des dispositions auxquelles il se réfère;

3) Approbation du projet de fusion et décision de réaliser la fusion par l'absorption de la société LIM S.A. par la société anonyme CONSTROPI S.A. aux conditions prévues par le projet de fusion, sans création d'actions nouvelles émises par la société absorbante, transmission de l'ensemble du patrimoine actif et passif sans exception ni réserve de la société absorbée à la société anonyme CONSTROPI S.A. et dissolution sans liquidation de la société absorbée comme conséquence de la fusion.

4) Constatation de la réalisation de la fusion à la date de la tenue de l'assemblée générale des actionnaires de la société anonyme CONSTROPI S.A., approuvant la fusion sans préjudice des dispositions de l'article 273 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sur les effets de la fusion par rapport aux tiers.

5) Constatation que l'apport de fusion de la société anonyme LIM S.A. à la société anonyme CONSTROPI S.A. comprend un immeuble sis à Filsdorf, dont le transfert sera soumis aux formalités relatives aux mutations immobilières légalement requises.

6) Divers

II) Participation à l'Assemblée:

La liste de présence à l'assemblée mentionne les actionnaires de la Société et le nombre d'actions émises.

Une fois signée par les actionnaires présents ou leurs mandataires et par les membres du bureau, la liste sera enregistrée avec le présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Il résulte de la liste de présence que les mille (1.000) actions d'une valeur nominale de cent Euros (€ 100,-) émises par la Société sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

III) Constatation de la validité de l'assemblée générale extraordinaire

La liste de présence, après vérification par les scrutateurs, est reconnue exacte par l'assemblée générale extraordinaire, laquelle décide de renoncer aux formalités de convocation, l'intégralité du capital social étant représentée et les action-

naires se considérant dûment convoqués déclarant par ailleurs avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV) Exposé préalable:

Le Président aborde l'ordre du jour et présente à l'assemblée le projet de fusion daté du 15 novembre 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2855 du 24 novembre 2012, proposant l'absorption par la société CONSTROPI S.A. de la société LIM S.A..

Considérant la prise d'effet au point de vue comptable et fiscal de la fusion au 30 septembre 2012, et les droits réservés aux actionnaires par la loi, la tenue de la présente assemblée a été organisée aux fins de consacrer l'approbation de la dite fusion par les actionnaires de la société absorbante.

Il est en outre signalé qu'aux termes d'un acte du ministère du notaire soussigné, dont la minute précède, la Société LIM S.A., a approuvé sans réserve le projet de fusion et décidé de réaliser la fusion par l'absorption de la société LIM S.A. par la société anonyme CONSTROPI S.A..

Délibération

Ensuite, après délibération, l'assemblée générale extraordinaire prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée constate l'exécution des obligations résultant de l'article 278 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales relatif aux fusions dans lesquelles la société absorbante est titulaire de la totalité des actions, parts et autres titres conférant droit de vote des sociétés à absorber et des dispositions auxquelles il se réfère, et confirme le respect de leur application.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'approuver le projet de fusion précité et de réaliser la fusion par l'absorption de la société LIM S.A. par la société CONSTROPI S.A., sans création d'actions nouvelles émises par la société absorbante, par transmission de l'ensemble du patrimoine actif et passif sans exception ni réserve de la société absorbée à la société anonyme CONSTROPI S.A. et moyennant dissolution sans liquidation de la société absorbée comme conséquence légale de la fusion.

Troisième résolution

L'assemblée constate la réalisation de la fusion à la date de ce jour, avec effet comptable et fiscal au 30 septembre 2012, sans préjudice toutefois des dispositions de l'article 273 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sur les effets de la fusion par rapport aux tiers.

Quatrième résolution

L'assemblée constate que l'apport de fusion de la société LIM S.A. à la société anonyme CONSTROPI S.A. comprend un immeuble sis à Filsdorf, dont le transfert sera soumis aux formalités relatives aux mutations immobilières légalement requises.

Ledit immeuble est inscrit au cadastre comme suit:

COMMUNE DE DALHEIM, SECTION D DE FILSDORF

- Numéro 847/3416, lieu-dit: "Draikantongsstrooss", place, contenant 48 ares 57 centiares,

(anciennement Partie du numéro 847/3225, lieu-dit: "Draikantongsstrooss", place (occupée), bâtiment agricole, pré, contenant environ 48 ares 48 centiares)

Titre de propriété

Ledit immeuble a été apporté dans la société LIM S.A. suivant acte de constitution de société, reçu par le notaire instrumentant en date du 28 décembre 2007, transcrit au premier bureau des hypothèques de et à Luxembourg, le 25 janvier 2008, volume 2107, numéro 45.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays aux membres du bureau, tous connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute, aucun actionnaire n'ayant demandé de la signer.

Signé: J.-P. FRANK, L. SCHUMACKER, M. GALOWICH, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 02 janvier 2013. Relation: ECH/2013/22. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 8 janvier 2013.

Référence de publication: 2013045477/101.

(130055864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Birdsview Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 117.597.

In the year two thousand and thirteen, on the seventh day of February.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders (the "General Meeting") of Birdsview Fund, a public limited company qualifying as an investment company with variable share capital (the "Company"), having its registered office at 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 117597.

The Company was incorporated on 7 July 2006 pursuant a notarial deed enacted by notary Maître Joseph Gloden, then notary residing in Grevenmacher, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") number 1394 of 19 July 2006.

The General Meeting was opened at 3:00 p.m. by Mrs Claudia Schmidt, with professional address in Luxembourg, being in the chair.

The chairman appoints Mrs Ruta Gadelauskaite, with professional address in Luxembourg, as secretary.

The General Meeting elects as scrutineer Mr Quentin Mallié, with professional address in Luxembourg.

The chairman then states:

A. Since the Company has only issued registered shares, the present extraordinary general shareholders' meeting was convened by notices, containing the agenda and sent to the registered shareholders by registered mail on 29 January 2013.

B. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of shares owned by the shareholders are shown on an attendance list which, signed by the shareholders or their proxies and by the bureau of the General Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, signed ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

C. The quorum required by law is at least fifty per cent of the issued capital and the resolutions must be passed by the affirmative vote of at least two thirds of the votes cast at the meeting.

D. Pursuant to the attendance list, 65,529.349 shares, representing 61.94 % of the issued and outstanding shares are present and/or represented.

E. The meeting is consequently regularly constituted and may validly deliberate on the items of the following agenda:

1) Conversion of the Company into an undertaking for collective investment in transferable securities ("UCITS") subject to part I of the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended without changing its corporate form and update of all references in the articles of incorporation (the "Articles") to the 2010 Law.

2) Change of the corporate purpose of the Company by amending Article 4 of the Articles which shall henceforth read as follows:

"The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities, money market instruments, and other permitted assets referred to in Part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended from time to time (the "2010 Law"), including shares or units of other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2010 Law."

3) Change of the financial year of the Company to match with the calendar year by extending the current financial year that started on 1st October 2012 until 31st December 2013.

4) As a consequence of the above items, full restatement of the Articles with the following material changes:

- Article 4 (Purpose): Change of corporate purpose
- Article 5 (Share Capital): Insertion of the possibility for master-feeder structures
- Article 7 (Issue of Shares): Clarification that the board of directors may reject subscription requests at their discretion
- Article 8 (Redemption of Shares): Clarification of redemption frequency, of rounding of redemption price, gating provisions and irrevocability of redemption requests

- Article 10 (Restrictions on Ownership of Shares): Update of the restrictions on ownership of shares
- Article 11 (Calculation of Net Asset Value per Share): Insertion of the possibility to make use of swing pricing techniques and update of all valuation rules
- Article 12 (Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value): Clarification that the net asset value will be determined at least bi-monthly and update of events in which the net asset value calculation can be suspended
- Article 13 (Directors): Deletion of any reference to the election list
- Article 14 (Board Meetings): Update of whole article to take into account modern means of communication
- Article 16 (Corporate Signature): Clarification that only two directors and any other person to whom such power has been conferred by the board of directors can bind the Company vis-à-vis third parties
- Article 17 (Delegation of Power): Deletion of any reference to the investment management agreement
- Article 18 (Investment Policies and Restrictions): Update of the whole article according to the investment policies and restrictions applicable to UCITS and insertion of the possibility of one sub-fund of the Company to invest into another sub-fund of the Company (where applicable)
- Article 19 (Conflict of Interest): Update of the whole article
- Article 22 (General Meetings of Shareholders): Update of the article according to recent developments in company law; change of the date and time of the annual general meeting to 11:00 a.m. of the last Monday of the month of April and insertion of the possibility to determine a record date on which the ballot papers have to be received prior to a general meeting
- Article 23 (General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund or in a Class of Shares): Clarification that all provisions of article 22 shall be applicable to general meetings of shareholders of a sub-fund or in a class of shares
- Article 24 (Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares): Update of the reasons for a dissolution of a sub-fund/class of shares and update of the merger provisions according to the 2010 Law
- Article 25 (Accounting Year): Update of the accounting year to match it with the calendar year
- Article 27 (Custodian): Update of the provisions on the custodian

5) Statement that according to article 26(2) of the 2010 Law the restated Articles shall be solely expressed in English and shall no longer be followed by a translation into French.

In accordance with article 67-1 (2) of the modified Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies (the "1915 Law"), the General Meeting is regularly constituted and may deliberate and decide upon the aforementioned agenda of the meeting.

After the foregoing has been approved by the General Meeting, the following resolutions have been approved:

First Resolution

The General Meeting, with effect as of 1 April 2013, resolved to convert the Company into an undertaking for collective investment in transferable ("UCITS") subject to part I of the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended without changing its corporate form and to update of all references in the Articles to the 2010 Law.

Second Resolution

As a consequence of the First Resolution, the General Meeting, with effect as of 1 April 2013, resolved to change the corporate purpose of the Company by amending Article 4 of the Articles which shall henceforth read as follows:

"The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities, money market instruments, and other permitted assets referred to in Part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended from time to time (the "2010 Law"), including shares or units of other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2010 Law."

Third Resolution

The General Meeting, with effect as of 1 April 2013, resolved to change the financial year of the Company to match with the calendar year by extending the current financial year that started on 1st October 2012 until 31 December 2013.

Fourth Resolution

Further to the preceding resolutions, the General Meeting, with effect as of 1 April 2013 resolved to amend the relevant articles of the Articles by fully restating the Articles as follows:

ARTICLES OF INCORPORATION

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "Birdsview Fund" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Howald (municipality of Hesperange), Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a decision of the board of directors of the Company (the "Board of Directors").

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities, money market instruments, and other permitted assets referred to in Part I of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended from time to time (the "2010 Law"), including shares or units of other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the 2010 Law.

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital - Classes of Shares - Sub-Funds. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000.-).

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in transferable securities as well as in other assets and financial instruments authorized by law pursuant to the investment policy determined by the Board of Directors for the Sub-Funds (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the Board of Directors.

The Board of Directors shall establish a portfolio of assets constituting a sub-fund (each a "Sub-Fund" and together the "Sub-Funds") within the meaning of Article 181 of the 2010 Law for one class of shares or for multiple classes of shares in the manner described in Article 11 hereof. As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant class or classes of shares. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it. In respect of the relationships between the shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

The Board of Directors may create each Sub-Fund for an unlimited period or a limited period of time. In the latter case, at the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the shares in the relevant class(es) of shares, in accordance with Article 8 below, notwithstanding the provisions of Article 24 below.

The sales documents for the shares of the Company shall indicate the duration of each Sub-Fund.

Within each Sub-Fund, shares can furthermore be issued in series representing all shares issued on any Valuation Day in any class of shares.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

Under Luxembourg laws and regulations, the Board of Directors may, at any time it deems appropriate and to the largest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, (i) create any class qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing class into a feeder UCITS class or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS classes.

Art. 6. Form of Shares.

(1) The Board of Directors shall determine whether the Company shall issue shares in bearer and/or in registered form. If bearer share certificates are to be issued, they will be issued in such denominations as the Board of Directors shall prescribe and shall provide on their face that they may not be transferred to any U.S. person, resident, citizen of the United States of America or entity organized by or for a U.S. person (as defined in Article 10 hereinafter).

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of record of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by the owner of record and the amount paid up on each fractional share.

The inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences the shareholder's right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding. Global certificates may also be issued at the discretion of the Board of Directors.

If bearer shares are issued, registered shares may be converted into bearer shares and bearer shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into bearer shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, representation that the transferee is not a U.S. person and issuance of one or more bearer share certificates in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such cancellation. A conversion of bearer shares into registered shares will be effected by cancellation of the bearer share certificate, and, if applicable, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such issuance. At the option of the Board of Directors, the costs of any such conversion may be charged to the shareholder requesting it.

Before shares are issued in bearer form and before registered shares shall be converted into bearer shares, the Company may require assurances satisfactory to the Board of Directors that such issuance or conversion shall not result in such shares being held by a "U.S. person".

Share certificates shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board of Directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may determine.

(2) If bearer shares are issued, transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant share certificates. Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board of Directors.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that the shareholder's share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at the shareholder's request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

(6) The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of Shares. The Board of Directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the Board of Directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents for the shares of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be the net asset value per share of the relevant class in the relevant series as determined in compliance with Article 11 hereof as of such Valuation Day as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board of Directors. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors which shall not exceed 10 Luxembourg bank business days from the relevant Valuation Day. The Board of Directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

If subscribed shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

The Board of Directors may reject subscription requests in whole or in part at its full discretion.

The Board of Directors may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the Auditor of the Company ("réviseur d'entreprises agréé") (as defined in Article 21 herein below) and provided that such securities comply with the investment objectives, policies and restrictions of the relevant Sub-Fund. The costs of any such contribution shall be borne by the relevant investor.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may at any time require the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which shares may be redeemed in any class of shares; the Board of Directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be redeemed on such Valuation Days (each a "Redemption Day" and together the "Redemption Days") as provided for in sales documents for the shares of the Company, but at least twice a month.

The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the Board of Directors and /or the sales documents, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 12 hereof. Shares in any Sub-Fund will not be redeemed if the calculation of the net asset value per share in such Sub-Fund is suspended in accordance with Article 12 hereof.

The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the relevant class in the relevant series, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the sales documents for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the third decimal of the relevant currency as the Board of Directors shall determine.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class. At the Company's discretion, the Company reserves the right to transfer any existing shareholder who falls below the minimum shareholding requirement for one class of shares into another appropriate class of shares without charge.

If redemption requests for more than 10% of the net asset value of a class are received, then the Company shall have the right to limit redemptions so they do not exceed this threshold amount of 10%. Redemptions shall be limited with respect to all shareholders seeking to redeem shares as of a same Valuation Day so that each such shareholder shall have the same percentage of its redemption request honoured. The balance of such redemption requests shall be processed by the Company on the next day on which redemption requests are accepted, subject to the same limitation. On such day, such requests for redemption will be complied with in priority to subsequent requests.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in kind by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such class or classes of shares equal in value (calculated in the manner described in Article 11) as of the Redemption Day, on which the redemption price is calculated, to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant class or classes of shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the Auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 12 hereof.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Unless otherwise determined by the Board of Directors for certain classes of shares, any shareholder is entitled to require the conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class, subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the Board of Directors shall determine.

The price for the conversion of shares from one class into another class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes of shares, calculated on the same Redemption Day.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class. At the Company's discretion, the Company reserves the right to transfer any existing shareholder who falls below the minimum shareholding requirement for one class of shares into another appropriate class of shares without charge. Shares of any class will not be converted in circumstances where the calculation of the net asset value per share of such class is suspended pursuant to Article 12 hereof.

The shares which have been converted into shares of another class may be cancelled.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body if the holding of shares by such person results in a breach of Luxembourg or foreign laws or regulations or if such holding may be detrimental to the Company or the majority of its shareholders. More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares by any "U.S. person" as defined hereafter. For such purposes the Company may:

(a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a person who is precluded from holding such shares or might result in beneficial ownership of such shares by any person who is a national of, or who is resident or domiciled in a specific country determined by the Board of Directors exceeding the maximum percentage fixed by the Board of Directors of the Company's capital which can be held by such persons (the "maximum percentage") or might entail that the number of such persons who are shareholders of the Company exceeds a number fixed by the Board of Directors (the "maximum number");

(b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in a U.S. person or a person who is a national of, or who is resident or domiciled in such other country determined by the Board of Directors;

(c) where it appears that a holder of shares of a class restricted to institutional investors (within the meaning of the Luxembourg law) is not an institutional investor, the Company will either redeem the relevant shares or convert such shares into shares of a class which is not restricted to institutional investors (provided there exists such a class with similar characteristics) and notify the relevant shareholder of such conversion;

(d) where it appears to the Company that any person who is a national of, or who is resident or domiciled in any such country determined by the Board of Directors, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or holds shares in excess of the maximum percentage or would entail that the maximum number or maximum percentage would be exceeded or has produced forged certificates and guarantees or has omitted to produce the certificates or guarantees determined by the Board of Directors, compulsorily redeem from any such shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

1. The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver without undue delay to the Company the confirmation of shareholding representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled.

2. The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (hereinafter referred to as "the redemption price") shall be the redemption price defined in Article 8 hereof.

3. Payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the currency in which the net asset value of the shares of the class concerned is determined except in periods of exchange restrictions and the redemption price will be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon surrender of the confirmation of shareholding, specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the confirmation of shareholding, as aforesaid.

4. The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

(e) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company or any shareholder holding a number of shares exceeding the maximum percentage or maximum number at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles the term "U.S. person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended ("the 1933 Act") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace regulation S or the 1933 Act. The Board of Directors shall define the word "U.S. Person" on the basis of these provisions and publicise this definition in the sales documents of the Company.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class within the relevant series within the relevant Sub-Fund shall be calculated in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares) of the relevant Sub-Fund and, to the extent applicable within a Sub-Fund, expressed in the unit currency for the relevant class of shares in such series within such Sub-Fund. It shall be determined as of any Valuation Day, by dividing the net assets of the Company attributable to each class of shares in such series within such Sub-Fund, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class in such series, on any such Valuation Day, by the number of shares in the relevant class in the relevant series within the Sub-Fund then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below and adjusted to reflect any dealing charges, swing pricing technique or fiscal charges which the Board of Directors considers appropriate to take into account.

Depending on the volume of issues, redemptions or conversions requested by shareholders, the Company reserves the right to allow for the net asset value per share to be adjusted by dealing and other costs and fiscal charges which would be payable on the effective acquisition or disposal of assets in the relevant class of shares if the net capital activity exceeds, as a consequence of the sum of all issues, redemptions or conversions of shares in such a class, such threshold percentage as may be determined from time to time by the Company, of the class of share's total net assets on a given Valuation Day (herein referred to as "swing pricing technique").

The net asset value per share may be rounded up or down up to three decimals of the relevant currency as the Board of Directors shall determine.

The calculation of the net asset value of the different classes of shares in the relevant series shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- c) all bonds, time notes, shares, stock, units in undertakings for collective investment, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments (including derivative instruments) and securities owned or contracted for by the Company;
- d) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- e) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, and
- g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

- a) securities listed on a stock exchange or on other regulated markets, which operate regularly and are recognised and open to the public, will be valued at the last available price; in the event that there should be several such markets, on the basis of the last available price of the main market for the relevant security. Should the last available price for a given security not truly reflect its fair market value, then that security shall be valued on the basis of the probable sales price which the Board of Directors deem it is prudent to assume;
- b) securities not listed on a stock exchange or on any other regulated markets, which operate regularly and are recognised and open to the public, will be valued on the basis of their last available price. Should the last available price for a given security not truly reflect its fair market value, then that security will be valued by the Board of Directors on the basis of the probable sales price which the Board of Directors deem it is prudent to assume;
- c) swaps are valued at their fair value based on the underlying securities (at close of business or intraday) as well as on the characteristics of the underlying commitments;
- d) The liquidating value of futures, forward and options contracts (or any other financial derivative instruments) not traded on regulated markets or stock exchanges shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies

established in good faith by the Board of Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward and options contracts (or any other financial derivative instruments) traded on regulated markets or stock exchanges shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on regulated markets or stock exchanges on which the particular futures, forward or options contracts (or any other financial derivative instruments) are traded by the Company; provided that if a futures, forward or options contract (or any other financial derivative instruments) could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board of Directors may deem fair and reasonable;

e) shares or units in underlying open-ended investment funds shall be valued at their last available price;

f) liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner; short-term investments that have a remaining maturity of one year or less may be valued (i) at market value, or (ii) where market value is not available or not representative, at amortised cost;

g) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Board of Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, other valuation methods may be used if the Board of Directors considers that another method better reflects the value or the liquidation value of the investments and is in accordance with the accounting practice, in order to achieve a fair valuation of the assets of the Company.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

a) all loans, bills and accounts payable;

b) all accrued or payable administrative expenses (including but not limited to investment advisory fee or management fee, custodian fee and corporate agents' fees);

c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

d) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves if any authorised and approved by the Board of Directors; and

e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company comprising formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, fees and expenses payable to its directors or officers, its accountants, custodian and its correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, any other agent employed by the Company, fees and expenses incurred in connection with the general infrastructure of the Company, [the registration of the Company with any governmental agency,] the listing of the shares of the Company at any stock exchange or to obtain a quotation on another regulated market, [the cost of holding shareholders' meetings,] fees for legal or auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the prospectuses, explanatory memoranda, registration statements, or of interim and annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, currency conversion costs, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The Board of Directors shall establish a class of shares in respect of each Sub-Fund and may establish multiple classes of shares in respect of each Sub-Fund in the following manner:

a) the proceeds from the issue of one or several classes of shares shall be applied in the books of the Company to the relevant class of shares issued in respect of such Sub-Fund, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such Sub-Fund shall be applied to the class or classes of shares issued in respect of such Sub-Fund subject to the provisions of this Article;

b) if within any Sub-Fund specific assets are held by the Company for a specific class of shares, the value thereof shall be allocated to the class concerned and the purchase price paid therefore shall be deducted, at the time of acquisition, from the proportion of the other net assets of the relevant portfolio which otherwise would be attributable to such class;

c) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same portfolio or, if applicable, the same class of shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Sub-Fund and/or class;

d) where the Company incurs a liability which relates to any asset attributable to a particular Sub-Fund or class of shares or to any action taken in connection with an asset attributable to a particular Sub-Fund or class of shares, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund and/or class of shares;

e) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class of shares, such asset or liability shall be equally divided between all the classes or, insofar as justified by the amounts, shall be allocated to the classes, pro rata to the net asset values;

f) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such dividends;

g) upon the payment of an expense attributable to a specific Sub-Fund or a particular class of shares, the amount thereof shall be deducted from the assets of the portfolio concerned and, if applicable, from the proportion of the net assets attributable to the class concerned;

h) if there have been created within a Sub-Fund, as provided in Article 5, classes of shares, the allocations rules set forth above shall be applicable mutatis mutandis to such classes.

D. For the purposes of this Article:

a) shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

b) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

c) all investments, cash balances and other assets of the Company not expressed in the currency in which the net asset value of any class is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares; and

d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

If the Company's Board of Directors so determines, the net asset value of the shares of each class may be converted at the middle market rate into such other currencies than the currency of denomination of the relevant class, referred to above, and in such case the issue and redemption price per share of such class may also be determined in such currency based upon the result of such conversion.

The net asset value may be adjusted as the Company's Board of Directors may deem appropriate to reflect inter alia any dealing charges, including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from the shareholder transactions.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each class of shares, the net asset value per share in each series and the price for the issue, redemption and conversion of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the Board of Directors, such date being referred to herein as the "Valuation Day".

The Company may suspend the determination of the net asset value of shares and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as conversion from and to shares of each class if at any time, the Board of Directors believes that exceptional circumstances constitute forcible reasons for doing so. Such circumstances can arise during

(a) any period when any of the principal markets or stock exchanges on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such class of shares from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended; or

(b) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company would be impracticable, not accurate or not without seriously prejudicing the interests of the shareholders of the Company; or

(c) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of the relevant Sub-Fund or the current price or values on any market or stock exchange; or

(d) any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal rates of exchange;

(e) in the event of the publication (i) of the convening notice to a general meeting of shareholders at which a resolution to wind up the Company or a Sub-Fund is to be proposed, or of the decision of the Board of Directors to wind up one or more Sub-Funds, or (ii) to the extent that such a suspension is justified for the protection of the shareholders, of the

notice of the general meeting of shareholders at which the merger of the Company or a Sub-Fund is to be proposed, or of the decision of the Board of Directors to merge one or more Sub-Funds; or

(f) where in the opinion of the Board of Directors, circumstances which are beyond the control of the Board of Directors make it impracticable or unfair vis-à-vis the shareholders to continue trading the shares or in any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment to which the Company or its shareholders might not otherwise have suffered.

Any such suspension shall be publicised, if appropriate and as described in the sales documents, by the Company and shall be notified to investors who have applied for shares and to shareholders requesting redemption or conversion of their shares by the Company at the time of the filing of the written request for such redemption or conversion.

Such suspension as to any Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the net asset value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other Sub-Fund.

Any request for subscription, conversion or redemption may be revocable (i) with the approval of the Board of Directors or (ii) in the event of a suspension of the calculation of the net asset value, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day, as determined for each class of shares, following the end of the period of suspension.

Title III. Administration and Supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by the Board of Directors which is composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 14. Board Meetings. The Board of Directors may choose from among its members a chairman. It may choose a secretary, who needs not to be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The Board of Directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by email or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

A Director may attend, and be considered as being present at, a meeting of the Board of Directors by means of a videoconference or telephone conference or other telecommunication means permitting their identification and by operation of which all persons participating in the meeting can hear each other and speak to each other, provided that the vote be confirmed in writing. Such means shall satisfy technical characteristics which ensure an effective participation at the meeting of the Board of Directors whose deliberations should be online without interruption. Such a board meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company. Directors may also cast their vote in writing, by cable, facsimile, email or any other electronic means capable of evidencing such vote.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, or any other number of directors that the board may determine, are present or represented.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by email, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Directors.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two directors, or of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 17. Delegation of Power. The Board of Directors of the Company may delegate under its responsibility its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The Board of Directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company, in accordance with Part I of the 2010 Law.

Any Sub-Fund may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more Sub-Fund(s) of the Company. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned. In addition and for as long as these shares are held by a Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the 2010 Law.

The Board of Directors may decide that investments of the Company be made (i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the 2010 Law, (ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing in Eastern and Western Europe, Africa, the American continents, Asia, Australia and Oceania, or dealt in on another market in the countries referred to above, provided that such market is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public, (iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that such admission is secured within one year of the issue, as well as (v) in any other securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents of the Company.

The Board of Directors of the Company may decide to invest up to one hundred per cent of the total net assets of each Sub-Fund of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the Luxembourg supervisory authority and disclosed in the sales documents of the Company, or public international bodies of which one or more of such Member States of the European Union are members, or by any Member State of the Organisation for Economic Cooperation and Development, provided that in the case where the Company decides to make use of this provision it must hold, on behalf of the Sub-Fund concerned, securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent of such Sub-Fund's total net assets.

The Board of Directors may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the 2010 Law and/or financial

derivative instruments dealt in over-the-counter provided that, among others, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the 2010 Law, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in its sales documents.

The Board of Directors may decide that investments of a Sub-Fund to be made with the aim to replicate a certain stock or bond index provided that the relevant index is recognised by the Luxembourg supervisory authority on the basis that it is sufficiently diversified, represents an adequate benchmark for the market to which it refers and is published in an appropriate manner.

The Company will not invest more than a certain percentage (as disclosed in the sales documents of the Company) of the net assets of any Sub-Fund in undertakings for collective investment as defined in Article 41 (1) (e) of the 2010 Law.

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving SEB Group or the investment manager(s), any parent undertaking, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors on its discretion, unless such "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Auditor The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé", the "Auditor") appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The Auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2010 Law.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg or at another place in the Grand Duchy of Luxembourg specified in the notice of meeting, each year on the last Monday of the month of April at 11.00 a.m.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at this general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"). The right of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his/its/her shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share of whatever class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder and who may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority of the votes cast.

Art. 23. General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund or in a Class of Shares. The shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such class.

The provisions of Article 22 shall apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority vote of the votes cast.

Art. 24. Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares. A Sub-Fund or class of shares may be dissolved by compulsory redemption of shares of the Sub-Fund or class concerned, upon a decision of the Board of Directors:

- a) if the net asset value of the Sub-Fund or class concerned has decreased below an amount in EUR or the equivalent in another currency as disclosed in the sales documents of the Company,
- b) if a change in the economical or political situation relating to the Sub-Fund or class concerned would have material adverse consequences on investments of the Sub-Fund or class, or
- c) in order to proceed with an economic rationalisation.

The redemption price will be the net asset value per share (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses), calculated as of the Valuation Day at which such decision shall take effect.

The Company shall serve a notice to the holders of the relevant Sub-Fund or class or classes of shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations: registered holders shall be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class of shares concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board of Directors, to redeem all the shares of the relevant Sub-Fund or class or classes and refund to the shareholders the net asset value of their shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Any merger of a Sub-Fund shall be decided by the Board of Directors unless the Board of Directors decides to submit the decision for a merger to a meeting of Shareholders of the Sub-Fund concerned. No quorum is required for this

meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. In case of a merger of one or more Sub-Fund (s) where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of Shareholders resolving in accordance with the quorum and majority requirements for changing these Articles. In addition, the provisions on mergers of UCITS set forth in the Law and any implementing regulation (in particular the notification to the Shareholders concerned) shall apply.

Art. 25. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the 1st January of each year and shall terminate on the 31st December of the next year.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal of the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the Board of Directors to declare, distributions.

For any class of shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall determine from time to time.

The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant series in the class or classes of shares issued in respect of the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final provisions

Art. 27. Custodian. The Company shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the 2010 Law (the "Custodian"). All securities, cash and other assets of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by the 2010 Law.

In the event of the Custodian desiring to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find within two months a Luxembourg credit institution to act as custodian and upon doing so the Board of Directors shall appoint such Luxembourg credit institution to be custodian in place of the retiring Custodian. The Board of Directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

Art. 28. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided at the majority of one fourth of the shares present and represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Art. 30. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 31. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 32. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the 2010 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Fifth Resolution

The General Meeting resolves that according to article 26(2) of the 2010 Law the restated Articles shall be solely expressed in English and shall no longer be followed by a translation into French.

The General Meeting noted that the French translation of the articles of association is not required anymore in accordance with article 26(2) of the 2010 Law and that therefore no French translation of these articles of association will follow the English version.

Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the General Meeting, the meeting was closed at 3.30 p.m.

Whereupon, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that on request of the appearing persons, the present deed is worded in English.

The document having been read to the persons appearing, all known by the notary by their names, first name, civil status and residences, the members of the bureau of the Meeting signed together with the notary the present deed.

Signé: C. SCHMIDT, R. GADELIAUSKAITE, Q. MALLIE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 février 2013. Relation: LAC/2013/7176. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 avril 2013.

Référence de publication: 2013044818/812.

(130055233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

White Rock Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 95.109.650,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 134.493.

In the year two thousand and twelve, on the eighteenth day of December.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

Is held an extraordinary general meeting of the sole shareholder of "White Rock Holdings (Luxembourg) S.à r.l.", a Luxembourg "société à responsabilité limitée", having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 134.493 (the "Company"), incorporated by a deed enacted by Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on 17 December 2007, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 122 dated 16 January 2008 and lastly amended by a deed enacted on 28 March 2012 by the undersigned notary, published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" number 1257 dated 21 May 2012.

There appeared:

The sole shareholder of the Company, WM Caleta (Gibraltar) Limited, a company organized under the laws of Gibraltar, having its registered office at Suite 1, Burns House, 19, Town Range, Gibraltar, registered with the Gibraltar Trade and Companies Register under number 93717 (the "Sole Shareholder" or "Contributor"),

duly represented by Mrs Alexia UHL, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal dated 18 December 2012.

The above-mentioned proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the notary to record as follows:

I. - That the 1,902,192 (one million nine hundred two thousand one hundred ninety-two) shares of the Company with a nominal value of USD 50 (fifty United States Dollars) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Sole Shareholder states as having been duly informed beforehand.

II. - The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 50 (fifty United States Dollars), so as to raise it from its current amount of USD 95,109,600 (ninety-five million one hundred nine thousand six hundred United States Dollars) to USD 95,109,650 (ninety-five million one hundred nine thousand six hundred fifty United States Dollars) by the issuance of 1 (one) new share with a nominal value of USD 50 (fifty United States Dollars), subject to the payment of a global share premium amounting to USD 1,173,921,236 (one billion one hundred seventy-three million nine hundred twenty-one thousand two hundred thirty-six United States Dollars), payable on the share premium account of the Company, the whole to be fully paid up through a contribution in kind;

3. Subscription and payment by the Sole Shareholder of the new share by way of a contribution in kind;

4. New composition of the shareholding of the Company;

5. Approval of the subsequent amendment of article 8, paragraph 1 of the Company's articles of association in order to reflect the new share capital pursuant to the above resolutions; and

6. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

First resolution

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to the prior notice of the current meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and consider being validly convened and therefore agree to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is resolved further that all the documentation produced to the meeting has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

Second resolution

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of USD 50 (fifty United States Dollars) so as to raise it from its current amount USD 95,109,600 (ninety-five million one hundred nine thousand six hundred United States Dollars) to USD 95,109,650 (ninety-five million one hundred nine thousand six hundred fifty United States Dollars) by the issuance of 1 (one) new share with a nominal value of USD 50 (fifty United States Dollars) (the "New Share"), subject to the payment of a global share premium amounting to USD 1,173,921,236 (one billion one hundred seventy-three million nine hundred twenty-one thousand two hundred thirty-six United States Dollars) (the "Share Premium") payable on the share premium account of the Company, out of which an amount of USD 5 (five United States Dollars) shall be allocated to the legal reserve, the whole to be fully paid up through a contribution in kind of (i) a claim and (ii) all the 145,055 (one hundred forty-five thousand fifty-five) shares, having a nominal value of SEK 1 (one Swedish Krona) held by the Contributor in White Sands Holdings (Luxembourg) S.à r.l., a Luxembourg "société à responsabilité limitée", having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 130.287 ("White Sands"), with the total aggregate value of the contribution amounting to USD 1,173,921,286 (one billion one hundred seventy-three million nine hundred twenty-one thousand two hundred eighty-six United States Dollars), being the USD equivalent of SEK 7,802,174,346 (seven billion eight hundred two million one hundred seventy-four thousand three hundred forty-six Swedish Krona), according to the USD/SEK exchange rate published on the Oanda website on 18 December 2012, resulting in the Company becoming the new sole shareholder of White Sands (the "Contribution").

Third resolution

It is resolved to accept the subscription and the payment by the Contributor of the New Share and to pay it up entirely by means of the Contribution.

Contributor's Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervenes the Contributor, here represented by Mrs Alexia UHL, pre-named. The Contributor declares to subscribe to the New Share in the Company and to pay it up together with the Share Premium entirely through the Contribution.

Description of the Contribution

The Contribution made by the Contributor, the pre-named company, in exchange for the issuance of the New Share, consists of:

(i) a claim held by the Contributor amounting in total to SEK 6,435,206,669 (six billion four hundred thirty-five million two hundred six thousand six hundred sixty-nine Swedish Krona), being the SEK equivalent of USD 968,246,255 (nine hundred sixty-eight million two hundred forty-six thousand two hundred fifty-five United States Dollars) according to the SEK/USD foreign exchange rate published on the Oanda website on 18 December 2012, and

(ii) all the 145,055 (one hundred forty-five thousand fifty-five) shares held by the Contributor in White Sands, with an aggregate fair value amounting to USD 205,675,031 (two hundred five million six hundred seventy-five thousand thirty-one United States Dollars), being the USD equivalent of SEK 1,366,967,677 (one billion three hundred sixty-six million nine hundred sixty-seven thousand six hundred seventy-seven Swedish Krona), according to the USD/SEK exchange rate published on the Oanda website on 18 December 2012.

Evaluation

The total value of the Contribution made by the Contributor to the Company amounts globally to USD 1,173,921,286 (one billion one hundred seventy-three million nine hundred twenty-one thousand two hundred eighty-six United States Dollars) and is allocated as follows:

- USD 50 (fifty United States Dollars) to the share capital; and
- USD 1,173,921,236 (one billion one hundred seventy-three million nine hundred twenty-one thousand two hundred thirty-six United States Dollars) to the share premium, out of which USD 5 (five United States Dollars) shall be allocated to the legal reserve.

Such evaluation has been approved by the managers of the Company pursuant to a statement of contribution value dated 18 December 2012, which shall remain annexed to this deed to be submitted with it to the formality of registration.

Managers' intervention

Thereupon intervene:

- a) Mr. John SINKUS, manager, with professional address at 80 South Main Street, Hanover, 03755, United States of America;
- b) Mr. Dominique ROBYNS, manager, with professional address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
- c) Mr. Goran THORSTENSSON, manager, with professional address at 67 Grevgatan, S-11459 Stockholm, Sweden, all represented here by Mrs Alexia UHL, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal;

Acknowledging having been previously informed of the extent of their responsibility, legally bound as managers of the Company by reason of the Contribution, expressly agree with the description of this Contribution, with its valuation, and confirm the validity of the subscription and payment.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, and the Contribution having been fully carried out, the shareholding of the Company is now composed of:

- WM Caleta (Gibraltar) Limited, holder of all the 1,902,193 (one million nine hundred two thousand one hundred ninety-three) shares of the Company.

The notary acts that all the 1,902,193 (one million nine hundred two thousand one hundred ninety-three) shares representing the entire share capital of the Company are duly represented, so that the meeting can validly decide on all the following resolutions:

Fifth resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the contribution having been fully carried out, it is resolved to amend article 8, paragraph 1 of the Company's articles of association to read as follows (article 8, paragraph 2 remaining unchanged):

" **Art. 8.** The Company's share capital is set at USD 95,109,650 (ninety-five million one hundred nine thousand six hundred fifty United States Dollars), represented by 1,902,193 (one million nine hundred two thousand one hundred ninety-three) shares with a nominal value of USD 50 (fifty United States Dollars) each."

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about EUR 6,600 (six thousand six hundred Euros).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing person, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder of the appearing person has signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le dix-huitième jour de décembre.

Par devant Carlo WERSANDT, notaire de résidence demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg sous-signé.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de «White Rock Holdings (Luxembourg) S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée luxembourgeoise, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134.493 (la «Société»), constituée par un acte notarié de Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg le 17 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 122 daté du 16 janvier 2008 et modifié pour la dernière fois par un acte du 28 mars 2012 reçu pardevant le notaire instrumentant, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1257 du 21 mai 2012.

A comparu:

L'associé unique de la société, WM Caleta (Gibraltar) Limited, une société constituée selon les lois de Gibraltar, ayant son siège social Suite 1, Burns House, 19, Town Range, Gibraltar, enregistré avec le Registre de Commerce et des Sociétés de Gibraltar sous le numéro 93717 Associé Unique» ou «WM Caleta»),

dûment représenté par Madame Alexia UHL, employée privée, résidant professionnellement au Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 18 décembre 2012.

La procuration susmentionnée, après avoir été signée "ne varietur" par la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

L'Associé Unique représenté comme indiqué ci-dessus, a demandé au notaire d'enregistrer comme suit:

I.- Que les 1.902.192 (un million neuf cent deux mille cent quatre-vingt-douze) parts sociales de la Société, d'une valeur nominale de 50 USD (cinquante Dollars Américains) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de telle sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour, dont l'Associé Unique reconnaît avoir été préalablement dûment informé.

II.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation au droit de convocation;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 50 USD (cinquante Dollars Américains), afin de le porter de son montant actuel de 95.109.600 USD (quatre-vingt-quinze millions cent neuf mille six cents Dollars Américains) à 95.109.650 USD (quatre-vingt-quinze millions cent neuf mille six cent cinquante Dollars Américains), par l'émission d'1 (une) part sociale d'une valeur nominale de 50 USD (cinquante Dollars Américains), moyennant le paiement d'une prime d'émission globale s'élevant à 1.173.921.236 USD (un milliard cent soixante-treize millions neuf cent vingt et un mille deux cent trente-six Dollars Américains), payable sur le compte de prime d'émission de la Société, l'intégralité devant être entièrement libéré par voie d'un apport en nature;

3. Souscription et paiement par l'Associé Unique de la nouvelle part sociale par le biais d'un apport en nature;

4. Nouvelle composition du capital social de la Société;

5. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 8, paragraphe 1 des statuts de la Société afin de refléter le nouveau capital social de la Société conformément aux résolutions ci-dessus; et

6. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à cette assemblée; l'Associé Unique reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour et considère avoir été valablement convoqué et accepte en conséquence de délibérer et voter sur tous les points à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

Deuxième résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 50 USD (cinquante Dollars Américains) afin de le porter de son montant actuel de 95.109.600 USD (quatre-vingt-quinze millions cent neuf mille six cents Dollars Américains) à 95.109.650 USD (quatre-vingt-quinze millions cent neuf mille six cent cinquante Dollars Américains) par l'émission d'1 (une) nouvelle part sociale d'une valeur nominale de 50 USD (cinquante Dollars Américains) (la «Nouvelle Part Sociale») soumise au paiement d'une prime d'émission d'un montant global de 1.173.921.236 USD (un milliard cent soixante-treize millions neuf cent vingt et un mille deux cent trente-six Dollars Américains) (la «Prime d'Emission»), payable sur le compte de prime d'émission de la Société, dont un montant de 5 USD (cinq Dollars Américains) sera attribué à la réserve légale, l'intégralité devant être libérée par un apport en nature de (i) une créance et (ii) toutes les 145.055 (cent quarante-cinq mille cinquante-cinq) parts sociales, d'une valeur nominale de 1 SEK (une Couronne Suédoise) détenues par l'Apporteur dans White Sands Holdings (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée avec le Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 130.287 («White Sands»),

l'apport ayant une valeur nominale totale s'élevant à 1.173.921.286 USD (un milliard cent soixante-treize millions neuf cent vingt et un mille deux cent quatre-vingt six Dollars Américains, étant l'équivalent Dollars Américains de 7.802.174.346 SEK (sept milliards huit cent deux millions cent soixante-quatorze mille trois cent quarante-six Couronnes Suédoises), conformément au taux de change USD/SEK publié sur le site internet Oanda le 18 décembre 2012, ayant pour effet que la Société devienne le nouvel associé unique de White Sands(l'«Apport»).

Troisième résolution

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Associé Unique de la Nouvelle Part Sociale et de la libérer intégralement par le biais de l'Apport.

Intervention - Souscription - Paiement

Intervient ensuite l'Apporteur, ici représenté par Madame Alexia UHL, prénommée. L'Apporteur déclare souscrire la Nouvelle Part Sociale et la payer entièrement ensemble avec la Prime d'Emission, par le biais de l'Apport.

Description de l'apport

L'Apport réalisé par l'Associé Unique, en échange de l'émission de la Nouvelle Part Sociale est composé de:

(i) une créance détenue par l'Apporteur s'élevant à un total de 6.435.206.669 SEK (six milliards quatre cent trente-cinq millions deux cent six mille six cent soixante-neuf Couronnes Suédoises), étant le SEK équivalent de 968.246.255 USD (neuf cent soixante-huit millions deux cent quarante-six mille deux cent cinquante-cinq Dollars Américains), conformément au taux de change SEK/USD publié sur le site internet Oanda le 18 décembre 2012, et

(ii) toutes les 145.055 (cent quarante-cinq mille cinquante-cinq) parts sociales, d'une valeur nominale de 1 SEK (une Couronne Suédoise) détenues par l'Apporteur dans White Sands l'apport ayant une valeur nominale totale s'élevant à 205.675.031 USD (deux cent cinq millions six cent soixante-quinze mille trente et un Dollars Américains), étant l'équivalent USD de 1.366.967.677 SEK (un milliard trois cent soixante six millions neuf cent soixante-sept mille six cent soixante-dix-sept Couronnes Suédoises), conformément au taux de change USD/SEK publié sur le site internet Oanda le 18 décembre 2012.

Evaluation

La valeur nette de l'Apport fait par l'Apporteur à la Société s'élève à un montant global d'au moins 1.173.921.286 USD (un milliard cent soixante-treize millions neuf cent vingt et un mille deux cent quatre-vingt-six Dollars Américains) et est alloué comme suit:

- 50 USD (cinquante Dollars Américains) au capital social; et
- 1.173.921.236 USD (un milliard cent soixante-treize millions neuf cent vingt et un mille deux cent trente-six Dollars Américains) à la prime d'émission, dont 5 USD (cinq Dollars Américains) seront alloués à la réserve légale.

Une telle évaluation a reçu l'approbation de tous les gérants de la Société aux termes d'une déclaration de valeur de l'Apport datant du 18 décembre 2012, qui est annexée au présent acte afin d'être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Intervention des gérants

Sont intervenus:

- a) Monsieur John SINKUS, gérant, avec adresse professionnelle au 80 South Main Street, Hanover, 03755 United States of America;
- b) Monsieur Dominique ROBYNS, gérant, avec adresse professionnelle au 5 rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
- c) Monsieur Göran THORSTENSSON, gérant, avec adresse professionnelle au 67 Grevgatan, S-11459 Stockholm, Suède.

tous représentés par Madame Alexia UHL, précitée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privée;

Reconnaissant avoir été préalablement informés de l'étendue de leur responsabilité, légalement responsables de l'Apport comme gérants de la Société en raison de l'Apport, approuvent expressément la description de l'Apport, son évaluation, et confirment la validité de la souscription et du paiement.

Quatrième résolution

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes, et l'Apport ayant été totalement réalisé, l'actionnariat de la Société est désormais composé de:

- VM Caleta (Gibraltar) Limited, détenteur de toutes les 1.902.193 (un million neuf cent deux mille cent quatre-vingt-treize) parts sociales de la Société.

Le notaire établit que toutes les 1.902.193 (un million neuf cent deux mille cent quatre-vingt-treize) parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société sont dûment représentées, de sorte que la présente assemblée peut valablement décider de toutes les résolutions ci-dessous.

Cinquième résolution

En conséquence des déclarations et résolutions précédentes et l'Apport décrit ci-dessus ayant été totalement réalisé, il est décidé de modifier l'article 8, paragraphe 1 des statuts de la Société afin d'être lu comme suit (l'article 8, paragraphe 2 demeurant inchangé):

« **Art. 8.** Le capital social de la Société est fixé à 95.109.650 USD (quatre-vingt-quinze millions cent neuf mille six cent cinquante Dollars Américains), représenté par 1.902.193 (un million neuf cent deux mille cent quatre-vingt-treize) parts sociales d'une valeur nominale de 50 USD (cinquante Dollars Américains) chacune.»».

Coûts

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec l'augmentation de son capital social, ont été estimés à EUR 6.600 (six mille six cents euros).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne présente, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été rédigé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à la mandataire de la partie comparante, agissant comme décrit ci-dessus, dont le nom, prénom, statut civil et lieu de résidence sont connus du notaire, la mandataire de la partie comparante a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 décembre 2012. LAC/2012/61133. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 22 janvier 2013.

Référence de publication: 2013026857/273.

(130032390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2013.

Anglomed Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 152.929.

Suite à l'assemblée générale ordinaire de l'associé unique en date du 18 février 2013 de la Société, les décisions suivantes ont été prises:

1. Démission des Administrateurs suivant en date du 15 février 2013:

Monsieur Robert van 't Hoeft, né le 13 janvier 1958 à Schiedam, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en qualité d' Administrateur de la société.

Monsieur Martinus Cornelis Johannes Weijermans, né le 26 août 1970 à 's-Gravenhage, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg qualité d' Administrateur de la société.

2. Nomination de l'Administrateur suivant en date du 15 février 2013 pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2015:

Manacor (Luxembourg) S.A., société anonyme, avec siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée sous le numéro B 9098 avec le Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg, en qualité d' Administrateur de la Société ayant pour représentant permanent Monsieur Franciscus Willem Josephine Johannes Welman, né le 21 septembre 1963 à Heerlen, Pays Bas, demeurant au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil d'administration de la société est comme suit:

- Manacor (Luxembourg) S.A., Administrateur
- Mr Patrick L.C. van Denzen, Administrateur

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Anglomed Investment S.A.

Mr Patrick L.C. van Denzen

Administrateur

Référence de publication: 2013027590/27.

(130033763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2013.

Laridel Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 59.171.

—
Extrait des résolutions adoptées en date du 28 février 2013 lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société LARIDEL PARTICIPATIONS S.A.

- Le siège social de la société est transféré du 241, Route de Longwy, L-1941 Luxembourg au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg à compter du 28 février 2013

- Les démissions de:

* M. Pascal HENNUY

* M. Tom DONOVAN

* M. Roisin DONOVAN

* M. David KEOGH

de leurs mandats d'administrateurs de la Société ont été acceptées avec effet immédiat.

- La démission de M. Pascal HENNUY de son mandat d'administrateur-délégué de la Société a été acceptée avec effet immédiat.

- La démission de JAWER CONSULTING S.A. de son mandat de Commissaire aux Comptes de la Société a été acceptée avec effet immédiat.

- Les nominations à la fonction d'Administrateurs de la Société de:

* M. Christian BÜHLMANN, expert-comptable, né à Etterbeek (Belgique), le 1^{er} mai 1971, résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg

* M. Alexandre TASKIRAN, expert-comptable, né à Karaman (Turquie), le 24 avril 1968, résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg

* Mme Noeleen GOES-FARRELL, employée privée, née à Dublin (Irlande), le 28 décembre 1966, résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168

Luxembourg

ont été acceptées avec effet immédiat jusqu'au 28 février 2019.

- La société TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A. ayant son siège social au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous numéro B 86995, a été nommée Commissaire aux Comptes de la Société avec effet immédiat jusqu'au 28 février 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LARIDEL PARTICIPATIONS S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2013029935/36.

(130036239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Janus Investment Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 173.734.

—
Extrait de la décision unique prise lors de l'assemblée générale ordinaire du 25 février 2013

L'Assemblée Générale décide de remplacer, avec effet immédiat, PricewaterhouseCoopers SC, ayant son siège social au 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg et enregistré auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65.477, comme commissaire aux comptes de la Société par H.R.T Révision S.A., ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen et enregistré auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 51.238. Le mandat de commissaire aux comptes viendra à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de la Société devant se tenir en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 1^{er} mars 2013.

Référence de publication: 2013029888/16.

(130036837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.
